

poste de télévision française à Winnipeg, ou si le discours du trône était lu à la télévision comme dans la province de Québec, monsieur l'Orateur, on éviterait de telles situations.

Le premier ministre disait qu'il mettrait encore plus d'accent sur le bilinguisme. Cela servira l'ensemble de la population. Quand il a dit que la minorité de langue anglaise de la province de Québec était peut-être la minorité la mieux traitée au Canada, je crois sincèrement qu'il avait raison. On ne m'a jamais empêché d'apprendre l'anglais dans la province de Québec avec les règlements et les lois que nous avons. Alors, je conseille aux Québécois d'apprendre les deux langues.

En Europe, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, il n'est pas rare de voir des gens maîtriser sept ou huit langues. Il est intéressant de voir ces gens parler entre eux et passer d'une langue à une autre. C'est fantastique de voir cela.

Au Canada, nous n'avons que deux langues officielles, et nous passons notre temps à nous chicaner.

Cela n'a pas de sens. Alors, le très honorable premier ministre mérite des félicitations pour la fermeté qu'il démontre dans le respect des deux langues officielles du Canada.

Monsieur l'Orateur, ceci m'amène à parler du discours du trône, où l'on n'invente rien. Le discours du trône suggère d'augmenter la production, quand on ne réussit pas à écouler celle qui existe. On détruit des œufs par millions, parce qu'on en a trop, et on dit: on ne savait pas! Dans d'autres domaines, on a détruit des dindes, il n'y a pas longtemps, 25,000 d'un seul coup. On en détruit encore. On détruit des poulets à peu près tout le temps. Dans le domaine agricole, la destruction existe de façon épouvantable.

Monsieur l'Orateur, à quoi sert d'augmenter la production, si on ne parvient pas à la distribuer? Je lis l'amendement du Nouveau parti démocratique:

[Traduction]

Des mesures pour accroître la production des denrées et services nécessaires au Canada. Nos magasins sont archipeins.

[Français]

Tous les magasins sont remplis à craquer. Plusieurs industries ferment actuellement leurs portes parce qu'on a trop de produits. L'an passé, monsieur l'Orateur, l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) disait: Serrez vos ceintures, il va y avoir pénurie de pétrole. J'ai été le seul à la Chambre pour dire à l'honorable ministre qu'il nous racontait des histoires, qu'il n'y avait pas pénurie de pétrole ou d'essence au Canada. Aujourd'hui, la *Golden Eagle Canada Limited*, qui reçoit une subvention de 5 à 7 millions de dollars du gouvernement fédéral, est en train de remercier 250 employés de ses usines de Saint-Romuald, parce que les entrepôts sont remplis à craquer. On parle aux États-Unis de réduire le prix de l'essence de 13c. le gallon parce que les entrepôts sont remplis à craquer. Les Arabes et les Vénézuéliens sont aux prises avec des surplus énormes de pétrole, et le gouvernement dit: Il faut augmenter la productivité. Nous avons des puits de pétrole, des richesses pétrolières dans le fleuve Saint-Laurent non exploitées, mais on préfère exploiter ceux du Pôle Nord, parce que c'est plus froid, plus frais et les gars suent moins.

Dans le fleuve Saint-Laurent? Non, c'est trop près de nous. Ensuite, on dilapide les fonds, et on dit: il faut encore augmenter la production. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas la production qu'il faut augmenter, mais le pouvoir d'achat du consommateur, de façon que ces augmenta-

L'Adresse—M. Caouette (Témiscamingue)

tions n'entrent pas dans le prix des marchandises. Il n'existe pas d'autre solution que celle-là.

Actuellement, on voit cela à travers le pays, des gars courir après l'indexation des salaires à l'augmentation du prix des marchandises, on voit des grèves à Montréal, à Vancouver, sur les Grands lacs, partout, pour obtenir l'indexation des salaires à la hausse des prix. On accorde l'indexation, cela fait l'affaire du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, parce que si le gars gagne plus, cela rapporte plus de taxes dans les coffres du gouvernement. Une fois l'indexation accordée, on assiste à l'indexation des prix aux salaires. C'est comme un chien qui court sans cesse après sa queue. On ne trouve jamais de solution. Cela fait l'affaire du gouvernement. L'inflation lui sert. Si un produit se vendait \$200 et qu'il était frappé d'une taxe de production de 10 p. 100, cela rapporterait \$20. Mais si les prix sont montés à \$400, cela rapporte \$40. Voilà pourquoi le gouvernement ne parle pas trop fort contre l'inflation, il en parle pour dire que c'est malheureux. Mais on ne contrôlera rien, et encore là, on va permettre la hausse des taux d'intérêt. Prochainement, le gouvernement sera obligé de payer 10 p. 100 sur ses emprunts. Sait-on que 100 millions de dollars empruntés à 10 p. 100 sur 20 ans représentent 200 millions en intérêt seulement? Et on doit encore tous les 100 millions empruntés. Le gouvernement ne parle pas de cela, c'est de l'inflation. Alors il faut combattre l'inflation, mais on n'en parle pas et l'on ne présente pas de mesures. Dans les amendements proposés par les conservateurs progressistes et le Nouveau parti démocratique, il n'y a pas de mesures visant à combattre l'inflation.

● (1810)

Nous, créditistes, nous avons une solution que plusieurs trouvent encore drôle, et la majorité des Canadiens ne l'acceptent pas encore. On a vu cela aux dernières élections. Cela ne veut pas dire que c'est faux. Nous demandons un programme de sécurité du revenu. Pendant la dernière campagne électorale, le premier ministre a promis le revenu annuel garanti, la pension de vieillesse à 60 ans. Cela était dans notre programme. C'est ce qui m'a fait dire à la fin de la campagne: Je pense que le premier ministre va voter créditiste lundi. Les vrais termes des créditistes!

Nous avons proposé et nous proposons encore le revenu annuel garanti de \$1,500 par année payable à tous les Canadiens âgés de plus de 18 ans, quel que soit leur revenu. Il ne faudrait pas pour ce faire puiser à même les taxes, parce que cela ferait monter les prix. Nous proposons des prestations de \$300 par année pour les enfants âgés de moins de 18 ans; des prestations additionnelles pour les invalides qui actuellement sont pris avec de petites pensions de crève-la-faim: \$1,500 par année de supplément pour un total de \$3,000. On appelle cela le seuil de la pauvreté. On accorderait aussi au conjoint un supplément de \$1,000 par année pour un total de \$5,500 pour les deux. Aujourd'hui \$5,000 ou \$5,500 de revenu permet à un couple de vivre et non seulement d'exister, de se plaindre, de «tirer la langue». Tout le monde sait cela.

Monsieur l'Orateur, on accorderait un montant de \$5,500 pour les invalides. Un veuf ou une veuve avec enfants à charge recevrait \$3,000 par année. Pour les citoyens âgés de 60 ans et plus—je ne sais pas quel programme le premier ministre va présenter—mais nous recommandons pour eux un supplément de \$1,500 par année, et de \$1,000 par année pour le conjoint, homme ou femme, pour un montant de \$5,500 par année.